

Assurance-chômage—Loi

Le fait est que nous avons encouragé les femmes à se chercher du travail et que nous avons encouragé les Canadiens à s'acheter une maison à des taux hypothécaires élevés qu'une famille ne peut pas payer s'il elle n'a pas deux revenus. Il est mauvais pour l'ensemble de la société d'essayer de faire la distinction entre les travailleurs et les travailleuses parce que nous avons toujours dit aux Canadiens: «Achetez votre maison et contribuez à l'économie, donner du travail aux employés de la construction et obtenez-vous une hypothèque de \$50,000 ou même plus. Le Canada est la terre promise et vous réussirez toujours à payer vos dettes. Ne vous faites pas de souci même si vous avez une grosse hypothèque.»

Je suis heureux que le ministre veuille bien m'écouter. Car ce n'est pas souvent qu'il daigne écouter les autres à la Chambre et je me réjouis qu'il se montre attentif ce soir.

Une voix: Vous savez bien que ce n'est pas vrai.

M. Leggatt: Nous avons encouragé les familles canadiennes à s'engager financièrement à un point tel qu'elles ne peuvent plus se passer de l'assurance-chômage. Qu'arrive-t-il maintenant? Dieu le Père qui a donné l'assurance-chômage s'apprête maintenant à la retirer.

Certains estiment que l'assurance-chômage n'a aucune valeur économique. Pourtant, en réduisant les prestations, surtout celles versées aux femmes, on détériore davantage la situation économique. Mon collègue, le député de Provencher, a mentionné un terrible déficit de quatre milliards. Nous pourrions injecter ces quatre milliards dans l'économie, lesquels rapporteraient peut-être un milliard de recettes fiscales. Un gouvernement qui s'imagine favoriser la prospérité en restreignant l'économie est un gouvernement qui partage la doctrine de Milton Friedman pour qui les gouvernements de l'Occident commencent à apprendre par l'expérience, et cela n'est pas vrai parce que la situation ne cesse d'empirer.

Une voix: Tout comme Sterling Lyon.

M. Leggatt: Sterling Lyon personnifie ceux qui partagent ces idées; c'était ce que Tommy Douglas appelait «la théorie des retombées». Si on en donne beaucoup à ceux qui sont au sommet, il en dégoulinera suffisamment vers ceux qui sont au bas de l'échelle, autrement dit, il leur restera des miettes de pouvoir d'achat pour maintenir l'économie. Les choses ne se passent pas ainsi. Il faut que le pouvoir d'achat soit introduit au bas de l'échelle économique.

Car ce qui nous intéresse dans ce projet de loi, ce sont ses retombées économiques. Et quelles seront ces retombées? Nous vivons dans une société qui souffre du chômage chronique et cette situation va empirer tout simplement parce que l'entreprise privée ne cesse de licencier des travailleurs. Elle doit le faire à cause de la concurrence mondiale. L'entreprise privée doit adopter les nouvelles techniques et si, comme le préconisent mes collègues conservateurs, nous laissons la solution de ce problème à l'initiative du secteur privé, nous nous enliserons davantage dans le chaos.

Les changements proposés dans ce projet de loi s'appuient sur cette doctrine de Friedman, soit supprimer toutes prestations sociales et réduire ainsi la capacité des gens d'acheter les biens que nous produisons.

[M. Leggatt.]

● (2102)

Je viens d'effectuer une visite de l'une des plus grandes scieries du monde, Fraser Mills, qui se trouve dans ma circonscription. Une société très dynamique appelée Crown Zellerbach rénove actuellement la scierie tout entière à un coût de 56 millions de dollars. J'ai demandé aux dirigeants de cette entreprise combien d'emplois ils pensaient créer. Ils m'ont répondu qu'ils allaient supprimer en fait 200 emplois, qu'il y avait déjà eu 3,000 personnes travaillant dans cette scierie mais que l'introduction de nouvelles machines allait en réduire le nombre. Les députés ne peuvent continuer de souscrire à cette philosophie stupide voulant que si l'État se garde d'intervenir dans le secteur privé, ce dernier créera des emplois. Le secteur privé crée plutôt du chômage et c'est d'ailleurs naturel de sa part. Je ne saurais blâmer le secteur privé car il est logique de sa part d'agir dans son intérêt.

Lorsque nous cessons de compter sur le secteur public pour créer des emplois, ainsi que le gouvernement continue de le faire et que mes collègues conservateurs le feraient également on ne fait qu'accroître la gravité du problème. Tout le monde se demande alors à la Chambre comment cela est arrivé.

Il vaut la peine d'examiner les raisons qui ont conduit le ministre à conclure que trop de gens abusaient du programme d'assurance-chômage et qu'il devait le réduire. On a ainsi fait circuler un questionnaire. La grande majorité des gens à qui l'on a posé la question sont parvenus à la conclusion qu'il y avait beaucoup de gens qui abusaient du programme d'assurance-chômage. Beaucoup de gens à la Chambre ont déclaré qu'ils avaient entendu parler de certains cas d'abus. Le problème est plutôt que le gouvernement a posé la mauvaise question. La question qui aurait dû être posée était la suivante: «Croyez-vous qu'il y ait des abus dans le domaine de l'assurance-chômage de la part des contribuables et des sociétés? Par exemple, «croyez-vous que la société Shell Oil acquitte sa juste part d'impôts?» Si le gouvernement avait posé ces questions il aurait reçu des «oui» à chacune d'entre elles et à partir de toutes ces réponses positives il aurait pu commencer à s'attaquer à ce problème particulier.

Comme mes amis du parti conservateur j'estime qu'on ne peut pas accumuler indéfiniment les déficits monstres, et qu'il faudra bien y mettre un terme. La seule façon d'y arriver est d'imposer ceux qui sont capables de réduire le déficit. Malheureusement le gouvernement a peur de les imposer, et du côté des conservateurs on est tout prêt à déduire les intérêts hypothécaires, en accordant un immense avantage fiscal aux propriétaires de maisons individuelles. Mais ils ne veulent pas imposer ces maisons à la vente, craignant que cela ne soit trop impopulaire. Il serait plus honnête de leur part de parler de la déduction des intérêts et de l'imposition des gains en capital. Alors je pourrais dire que leur solution est à peu près équitable, car tôt ou tard il y aurait des recettes nouvelles pour combler ce déficit. En fait mes collègues du parti conservateur sont à cheval sur la clôture, et cette indécision les oblige à se contorsionner.

M. Clarke: Au moins nous avons réussi à ne pas nous empaler.